

L'honorable sir JAMES LOUGHEED: Ils aiment mieux se fier à leurs amis du Sénat.

L'honorable M. TURRIF: Si mon honorable ami avait suivi de plus près les délibérations de la Chambre des Communes, il saurait qu'à maintes reprises les députés progressistes y ont élevé la voix contre l'énormité des dépenses. Je ferai remarquer que, la guerre terminée depuis bientôt cinq ans, les dépenses ont augmenté dans tous les ministères du gouvernement, à l'exception de deux: celui de la Défense et celui du Rétablissement des soldats dans le vie civile, et encore ne pouvait-il en être autrement; tout de même il n'en est pas moins vrai que les dépenses ont diminué dans ces deux ministères, bien qu'à mon avis, elles soient encore trop élevées, car il n'y a pas de raison pour qu'elles soient encore aussi considérables qu'elles le sont; mais tous les autres ministères ont augmenté leurs dépenses, sans nécessité.

Je veux maintenant rappeler les paroles de mon honorable ami de Toronto (l'honorable sir Edward Kemp); où nous dirigeons-nous? Où allons-nous aborder? Comme le faisait remarquer mon honorable ami, tout homme d'affaires ou tout fermier qui, occupé d'une entreprise quelconque, à cause de ses folles dépenses se trouverait à perdre du terrain d'année en année, réduit à ne plus joindre les deux bouts, entassant hypothèques sur hypothèques, se verrait inéluctablement voué à la banqueroute. Bien qu'il soit assez difficile, comme le disait mon honorable ami de Toronto, de conduire le pays à la banqueroute, la chose n'est tout de même pas impossible, et d'après moi, le gouvernement du jour, s'il ne s'arrête à temps, a justement pris la route qui y conduit.

Permettez-moi d'attirer l'attention de mon honorable ami le leader du gouvernement et du gouvernement lui-même, sur ce qui s'est passé cette semaine. Un certain gouvernement a été pratiquement anéanti, et pourquoi? J'ai parcouru un peu le pays, et une des grandes causes de la défaite de ce gouvernement—je veux parler des élections de lundi dernier dans Ontario—c'est, qu'après avoir prêché l'économie, il a pratiqué l'extravagance; il y eut d'autres facteurs, tels que le vote en faveur des liqueurs au Manitoba et les dissensions au sein du parti, mais ces autres facteurs n'eurent pas toute la portée qu'on pourrait croire. Ce qui tua ce gouvernement, ce fut d'avoir prêché une chose et d'en avoir pratiqué une autre.

Maintenant, que préconisaient nos gouvernants du jour avant d'arriver au pouvoir? Ils préconisaient l'économie, et cependant ils ont

L'hon. M. LYNCH-STAUNTON.

fait preuve d'une extravagance jamais égalée par aucun autre gouvernement du Dominion du Canada; s'ils ne s'arrêtent pas sur cette pente, il arrivera exactement ce qui est arrivé dans l'Ontario.

Mon honorable ami de Toronto a fait allusion à la Grande-Bretagne, qui a réduit sa dette nationale de \$500,000,000. Comment ce pays est-il arrivé à ce résultat? Non pas en augmentant ses revenus, mais en réduisant les frais d'administration de son gouvernement; si nous ne faisons cela en Canada, je ne sais où nous allons aboutir. D'ordinaire je ne suis pas un pessimiste, mais si nous continuons d'accumuler des déficits annuels de \$75,000,000 à \$100,000,000,—et d'après le ministre des Finances le déficit, cette année va être d'environ, \$90,000,000—la situation dans ce pays va devenir très sérieuse. Et malgré cela, mon honorable ami nous soumet un budget supplémentaire frappé au coin du plus pur favoritisme politique que j'ai jamais vu dans un budget supplémentaire, et mon expérience, soit dans une Chambre, soit dans l'autre, remonte à bien des années. Que va-t-il résulter de tout cela? Le peuple jugera; mais je suggérerais à mes honorables amis du gouvernement de mettre un frein aux dépenses. J'ai répété souvent dans cette Chambre, et aussi dans l'autre Chambre, qu'il serait possible de rogner ces dépenses de \$50,000,000 à \$100,000,000 sans nuire à personne. Je sais qu'ils n'est pas facile d'en agir ainsi; mais ce qu'il nous faut, c'est un ministre des Finances qui ait le courage de dire "non" et de tenir ferme; et s'il faisait cela une fois, il n'aurait pas la peine de recommencer souvent. J'oserais dire qu'un ministre des Finances qui aurait du nerf et du courage pourrait dire ceci aux sous-ministres: "Vous allez me couper ces estimations de vingt ou vingt-cinq pour cent; si vous êtes incapables de faire cela, je trouverai bien quelqu'un qui le fera à votre place"; je puis vous assurer que la chose se ferait en un tour de main, et je ne vois pas d'autre politique qui puisse nous sauver. Je n'ai pas l'intention d'en dire davantage; je veux simplement protester d'une façon générale au nom des progressistes.

L'honorable M. DANDURAND: Pourquoi ne pas dire au nom du peuple du Canada?

L'honorable M. TURRIF: Je dis, "au nom de la population à idées progressistes"; d'après mon expérience dans le passé, j'aurais peur de m'adresser à des sourds en disant "au nom de tout le peuple". Toutefois j'espère que l'avenir nous réserve de meilleurs jours, sans quoi je ne sais où nous allons